

---

# Cuba vers une nouvelle Constitution.

La nécessité d'une nouvelle Constitution à Cuba est évidente.

Mais une chose est de le dire et une autre de le faire : c'est une affaire de grande complexité, très ambitieuse dans son ampleur.

En plus de rédiger un texte imprégné des riches expériences cubaines dans l'exercice réel des droits de l'homme dans son ensemble, son contenu sera appelé à intégrer dans le cadre institutionnel les nouvelles pratiques démocratiques cubaines et les moyens de son expansion et de son amélioration.

La Constitution actuellement en vigueur a été approuvée lors d'un référendum populaire en 1976, il y a bientôt un demi-siècle.

Bien que l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP) lui ait apporté des modifications partielles en 1992 et 2002, son cadre historique a été dépassé par les importants changements économiques et sociaux qui ont eu lieu sur l'île, en particulier au cours des deux dernières années, l'application des résolutions adoptées dans les VIe et VIIe congrès, de la Conférence nationale du Parti communiste de Cuba et d'autres mesures gouvernementales adoptées ces dernières années. En outre, en raison des changements dans la situation internationale du dernier quart du siècle et dans la façon dont Cuba se rapporte au monde.

La société cubaine d'aujourd'hui est également beaucoup plus cultivée, diverse et complexe qu'il y a un demi-siècle, ce qui nécessite un cadre constitutionnel plus inclusif qui le reflète.

Le Parti Communiste de Cuba et le gouvernement cubain attachent une grande importance au développement de ce qui sera la boussole qui guidera juridiquement et politiquement les réglementations juridiques du pays pendant des décennies. De telle sorte que le Conseil d'État a décidé d'engager le processus de réforme constitutionnelle et, dans un premier temps, de créer une commission de l'Assemblée Nationale chargée de cette mission, raison pour laquelle la présidence du corps législatif a convoqué une session extraordinaire. Dans celle-ci, le président Miguel Díaz-Canel, au nom du Conseil d'État, a proposé à la plénière des députés que

ce soit Raúl Castro, qui en sa qualité de leader de la Révolution et premier secrétaire du PCC la préside.

La session plénière a approuvé les 33 membres qui composeront la commission, dont Diaz-Canel lui-même en tant que vice-président; José Ramón Machado Ventura, deuxième secrétaire du PCC, les dirigeants de toutes les organisations de masse, d'étudiants et de jeunesse, ainsi que les écrivains et artistes et un groupe de députés, parmi lesquels des juristes et des constitutionnalistes, qui avaient déjà travaillé, par décision du Bureau Politique du PCC dans les études précédentes pour atteindre cette étape.

Diaz-Canel a dit très clairement que les énoncés de la nouvelle Constitution prendront en compte « les principes de justice sociale et d'humanisme qui façonnent notre système politique » et considéreront comme « des piliers inébranlables l'irrévocabilité du système socialiste»; et, "maintenant plus que jamais", "l'unité du peuple" et le rôle prépondérant du PCC en tant « qu'avant-garde organisée et force dirigeante supérieure de la société et de l'État. » Il a également énuméré comme tâches de la commission « évaluer les questions qui nécessitent leur inclusion dans la nouvelle constitution comme celles dérivées des expériences cubaines dans la construction du socialisme, l'étude des processus constitutionnels développés dans divers pays, ainsi que d'approfondir l'histoire et la tradition constitutionnelle de l'île. »

La tâche centrale de la commission est la rédaction d'un projet de constitution qui sera soumis à une large consultation populaire. Dans ce document, le peuple deviendra un corps constitutif à travers le pays dans toutes les communautés, les centres de travail, les établissements d'enseignement et les unités militaires et le ministère de l'Intérieur. Une fois cette phase terminée, les propositions de citoyenneté seront incorporées dans le texte qui, dans une nouvelle phase, sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale. Enfin, le document sera retourné, en tant que projet, aux citoyens, qui seront ceux qui donneront leur approbation finale lors d'un référendum constitutionnel. À cet égard, Raúl Castro a déclaré que ce sera "l'une des tâches les plus intenses en raison de son contenu, et gigantesque, car il va déplacer le pays." Il a cité la consultation populaire organisée en 2010 sur les orientations économiques et sociales du Parti et de la Révolution, en tant que référence pour le développement du mouvement qui commence.

La démocratie unique de Cuba, qui doit se démêler avec le poignard du blocus renforcé et l'hostilité insolente de Washington.